



Amende forfaitaire délictuelle pour « installation illicite sur le terrain d'autrui »

FORMULAIRE D'ENQUETE

Les amendes forfaitaires délictuelles sont une nouvelle forme de sanction pénale développée dans plusieurs domaines par le gouvernement français. Depuis le 19 octobre 2021, une nouvelle AFD permet à des agents (police, gendarmerie) de sanctionner les personnes commettant le délit d'installation illicite en réunion sur le terrain d'autrui (art. 322-4-1 du Code Pénal). L'ODCI souhaite réunir le maximum d'informations sur les amendes, documenter ces pratiques et leurs conséquences pour les Voyageur·euse·s.

Vous pouvez nous aider, en nous transmettant le formulaire suivant complété (scan ou photographie de toutes les pages) par email à l'adresse : clailler.odci@protonmail.com

ATTENTION : L'ODCI n'est pas en capacité d'accompagner chacune des familles dans la contestation individuelle des amendes.

1) Nom et prénom du Voyageur :

.....

2) Contacts du Voyageur (pour pouvoir être recontacté par l'ODCI sur son témoignage) :

.....

.....

3) Adresse de domiciliation du Voyageur :

.....



4) Le Voyageur a été menacé d'être verbalisé par un ou des agent(s) des forces de l'ordre :

- OUI - Date(s) des menaces :
- NON (le Voyageur a directement reçu l'amende)

Si oui, adresse du lieu de vie où les menaces ont été reçu :

.....

5) Le Voyageur a effectivement été verbalisé :

- OUI - Date de la verbalisation :
- NON (le Voyageur a simplement reçu des menaces mais aucune amende)

Si oui, adresse du lieu de verbalisation :

.....

6) Le Voyageur a-t-il signé un procès-verbal ?

- OUI
- NON
- NE SAIT PAS

7) Le Voyageur a-t-il reçu l'amende par courrier ?

- OUI - Date de réception de l'amende :
- NON – Comment le Voyageur a-t-il eu connaissance de l'amende (saisie sur compte bancaire, lettre du Trésor Public, etc) ?

.....



8) L'amende reçue était-elle majorée ?

- OUI
- NON

9) Le Voyageur était-il propriétaire du terrain où il a été verbalisé ?

- OUI
- NON

10) Le Voyageur sait-il à qui appartient le terrain où il a été verbalisé ? (propriétaire privé, commune, autre?)

.....

.....

11) Le Voyageur a-t-il connaissance d'un terrain autorisé à proximité du lieu de verbalisation (ex : aire d'accueil) ? Si oui, pourquoi ne s'y est-il pas rendu (aire fermée, aire complète, accès refusé par le gestionnaire, tarifs trop chers, aire aux conditions de vie indécentes, expulsion, etc) ?

.....

.....

.....

12) Le Voyageur a-t-il décidé de contester l'amende ?

- OUI
- NON
- NE SAIT PAS



13) S'agit-il de la première amende reçue par le Voyageur pour « installation illicite sur le terrain d'autrui » ? Si non, à quelle date a-t-il reçu la ou les autre(s) amende(s) ?

.....

.....

.....

.....

14) Quelles sont les conséquences de cette amende pour le Voyageur ? (difficultés financières, installation dans des endroits plus éloignés, changement régulier de lieu de vie, autres...)

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

15) Avez-vous d'autres éléments que vous souhaiteriez porter à la connaissance de l'ODCI ?

.....

.....

.....



.....

.....

.....

.....

16) Le Voyageur accepte d'être recontacté par l'ODCI autour de ce témoignage :

- OUI
- NON

17) Le Voyageur autorise l'ODCI à utiliser les informations présentes dans ce document :

- OUI pour l'ensemble des informations
- OUI mais uniquement de manière anonymisée
- NON (les informations seront uniquement utilisées à des fins statistiques. Ex : nombre de personnes verbalisées dans le département, nombre de personnes contestant l'amende, etc)